AW

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 42.244/4
DU 11 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 2 février 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 avril 2007 (*), sur un avant-projet de loi "relatif à l'adhésion de la Belgique à la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere (Finlande) le 18 juin 1998", a donné l'avis suivant :

(*) Par lettre du Ministre du 14 février 2007.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

1. La question se pose de savoir si la Convention à laquelle l'avant-projet à l'examen entend porter assentiment relève de la seule autorité fédérale ou si cette Convention ne doit pas être qualifiée de traité mixte eu égard aux matières qu'elle concerne.

2. Selon l'article 3 de la Convention, les États parties collaborent "afin de faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe".

Les "ressources de télécommunication" sont définies par l'article 1er, § 14, comme "le personnel, les équipements, les matériels, les informations, la formation, le spectre des fréquences radioélectriques, la capacité de réseau ou de transmission ou toute autre ressource nécessaire aux télécommunications".

Les "télécommunications" sont définies par l'article 1er, § 15, comme "toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, fibre optique ou autres systèmes électromagnétiques".

La collaboration que prévoit l'article 3 peut notamment avoir pour objet "le partage des informations concernant les risques naturels, les risques sanitaires et les catastrophes entre les États parties [...] et la diffusion de ces informations auprès du public et notamment des communautés exposées".

En ce qui concerne la diffusion, le préambule de la Convention précise ce qui suit : "Rappelant [...] que la radiodiffusion joue un rôle déterminant dans la diffusion d'informations précises destinées aux populations sinistrées".

Il ressort de ce qui précède que les télécommunications dont il est question dans la Convention sont définies de manière large et comprennent entre autres la radiodiffusion, matière dont la compétence relève des communautés [(1)].

---

(1) Sur la répartition des compétences en matière de télécommunications, voir notamment l'avis 40.332/VR, donné le 6 juin 2006, sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux Actes internationaux suivants : 1/ Instrument d'amendement à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992); 2/ Instrument d'amendement à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), faits à Marrakech le 18 octobre 2002 " (Doc. parl., Sénat, 2006-2007, n/ 1884/1, pp. 34-41) et la jurisprudence de la Cour d'arbitrage qui y est citée. Voir également les arrêts de la Cour d'arbitrage n/ 128/2005 du 13 juillet 2005 et n/ 163/2006 du 8 novembre 2006, de même que les avis suivants de la section de législation du Conseil d'État : 41.711/VR, donné le 28 novembre 2006 sur un amendement du Gouvernement à l'avant-projet devenant la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n/ 2761/1); 41.915/3, donné le 27 décembre 2006, sur un avant-projet de décret de la Communauté flamande "houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio- en televisieomroep"; 42.116/3, donné le 6 février 2007, sur un avant-projet de décret de la Communauté flamande "houdende de wijziging van sommige bepalingen van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 4 maart 2005"; 42.268/4, donné le 12 février 2007, sur un avant-projet de décret de la Communauté française "portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, conclu à Bruxelles le 17 novembre 2006" et 42.495/4, donné le 12 mars 2007, sur un avant-projet de décret de la Communauté française "remplaçant les articles 81 à 83 et 90 à 98 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, annulés par la Cour d'arbitrage le 8 novembre 2006".

3. L'article 5, § 1er, de la Convention prévoit l'octroi, dans certaines conditions, aux personnes et organisations qui agissent dans le cadre de la Convention, de "privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions".

Le point b) de cette disposition prévoit notamment :

> "L'exonération d'impôts, de taxes ou autres droits, à l'exception de ceux qui sont habituellement compris dans le prix des biens et des services, dans l'exercice de leurs fonctions d'assistance ou pour les équipements, le matériel et les autres biens amenés ou achetés sur le territoire de l'État partie demandeur afin de fournir une assistance en matière de télécommunication au titre de la présente Convention".

Il ressort de l'article 5, § 1er, que d'autres privilèges, immunités et facilités que ceux qui sont énumérés aux points a), b) et c), pourraient être octroyés, cette énumération n'étant pas exhaustive.

Par sa généralité, l'article 5, § 1er, est de nature à affecter les compétences fiscales des communautés et des régions [(2)].

4. Il y a lieu de conclure des observations 2 et 3 qui précèdent au caractère mixte de la Convention et à la nécessité qu'elle reçoive l'assentiment des diverses collectivités concernées pour produire ses effets dans l'ordre juridique interne.

---

(2) Voir notamment l'avis 39.746/4, donné le 13 janvier 2006, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à la Convention consulaire entre le Royaume de Belgique et la Fédération de Russie, signée à Moscou le 22 décembre 2004" (Doc. parl., Sénat, 2005-2006, n/ 1651/1, pp. 38-39).

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAYEBECK, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.244/4
VAN 11 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 2 februari 2007 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 april 2007 (*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de toetreding van Belgïe tot het Verdrag van Tampere inzake de levering van telecommunicatie- voorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties, gedaan te Tampere (Finland) op 18 juni 1998", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij brief van de Minister van 14 februari 2007.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. De vraag rijst of het Verdrag waarmee het voorliggende voorontwerp wil instemmen enkel tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort dan wel of het bestempeld moet worden als een gemengd verdrag gezien de aangelegenheden waarop het betrekking heeft.

2. Luidens artikel 3 van het Verdrag werken de Staten die Partij zijn samen "teneinde het gebruik van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp te vergemakkelijken".

"Telecommunicatievoorzieningen" worden in artikel 1, lid 14, gedefinieerd als "personeel, apparatuur, materialen, informatie, opleiding, radiofrequentiespectrum, netwerk- of transmissiecapaciteit of andere voor de telecommunicatie benodigde voorzieningen".

"Telecommunicatie" wordt in artikel 1, lid 15, gedefinieerd als "elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, signalen, schrift, beelden, geluiden of informatie van welke aard ook door middel van kabel- of radiostelsels, glasvezel- of andere elektromagnetische systemen".

De samenwerking waarin artikel 3 voorziet kan onder meer betrekking hebben op "het uitwisselen van informatie ter zake van natuurgeweld, gezondheidsrisico's en rampen tussen de Staten die Partij zijn [...] en de verspreiding van deze informatie onder het publiek, in het bijzonder onder gemeenschappen die in gevaar verkeren".

Met betrekking tot de verspreiding staat in de aanhef van het Verdrag het volgende: "[...] in herinnering brengend de vitale rol van radio-uitzendingen bij het verspreiden van nauwkeurige informatie over rampen onder in gevaar verkerende bevolkingsgroepen".

Uit het bovenstaande blijkt dat de telecommunicatie waarvan sprake in het Verdrag in ruime zin gedefinieerd wordt en onder meer radio-uitzendingen omvat, een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort [(1)].

---

(1) Zie, wat betreft de verdeling van de bevoegdheden inzake telecommunicatie, inzonderheid advies 40.332/VR, dat op 6 juni 2006 is uitgebracht over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de volgende internationale Akten : 1/ Amendementsoorkonde bij de Stichtingsakte van de Internationale Telecommunicatie Unie (Genève, 1992); 2/ Amendementsoorkonde bij de Overeenkomst van de Internationale Telecommunicatie Unie (Genève, 1992), gedaan te Marrakech op 18 oktober 2002" (Gedr. St. Senaat, 2006-2007, nr. 1884/1, blz. 34-41) en de daarin aangehaalde rechtspraak van het Arbitragehof. Zie ook de arresten van het Arbitragehof nr. 128/2005 van 13 juli 2005 en nr. 163/2006 van 8 november 2006, alsook de volgende adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State: 41.711/VR, uitgebracht op 28 november 2006 over een amendement van de Regering op het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II) (Gedr. St. Kamer, 2006-2007, nr. 2761/1); 41.915/3, uitgebracht op 27 december 2006 over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap "houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio- en televisieomroep"; 42.116/3, uitgebracht op 6 februari 2007 over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap "houdende de wijziging van sommige bepalingen van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 4 maart 2005"; 42.268/4, uitgebracht op 12 februari 2007, over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap "portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, conclu à Bruxelles le 17 novembre 2006" en 42.495/4, uitgebracht op 12 maart 2007 over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap "remplaçant les articles 81 à 83 et 90 à 98 du décret du 27 février 2003 sur a radiodiffusion, annulés par la Cour d'arbitrage le 8 novembre 2006".

3. Artikel 5, lid 1, van het Verdrag bepaalt dat aan de personen en organisaties die handelen in het kader van het Verdrag, onder bepaalde voorwaarden "voorrechten, immuniteiten en faciliteiten [...] welke nodig zijn voor de uitvoering van hun taken" worden toegekend.

In punt b) van die bepaling staat inzonderheid :

> "vrijstelling van belastingen, rechten en andere heffingen, behalve van die welke gewoonlijk bij de prijs van goederen of diensten zijn inbegrepen, ten aanzien van de uitvoering van hun bijstandstaken of ten aanzien van de apparatuur, de materialen en andere goederen die het grondgebied van de verzoekende Staat die Partij is worden binnengebracht of aldaar worden gekocht teneinde bijstand op het gebied van telecommunicatie ingevolge dit Verdrag te verlenen".

Uit artikel 5, lid 1, blijkt dat andere privileges, immuniteiten en faciliteiten dan die welke worden opgesomd in de punten a), b) en c) toegekend zouden kunnen worden, aangezien die opsomming niet exhaustief is.

Doordat artikel 5, lid 1, zo algemeen is, kan het afbreuk doen aan de fiscale bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten [(2)].

4. Uit de bovenstaande opmerkingen 2 en 3 dient geconcludeerd te worden dat het Verdrag een gemengd verdrag is en de instemming behoeft van de verschillende betrokken entiteiten wil het uitwerking hebben in de interne rechtsorde.

[(2)] Zie inzonderheid advies 39.746/4, uitgebracht op 13 januari 2006 over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de Consulaire Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Russische Federatie, ondertekend te Moskou op 22 december 2004" (Gedr. St., Senaat, 2005-2006, nr. 1651/1, blz. 38-39).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAYEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Y. KREINS